

UGCAA

«Il faut réglementer le marché des produits pyrotechniques et non l'interdire»

À deux jours du Mawlid Ennabaoui Echarif, les pétards, feux d'artifices, fumigènes et autres produits pyrotechniques font, cette année, une timide apparition dans les commerces, marchés, tables, trottoirs... Ce marché représente plus de 15 milliards de dinars, selon l'UGCAA, qui dénonce avec force l'importation illégale et l'utilisation dangereuse et inconsciente, par les enfants, de ces produits pyrotechniques.

L'UGCAA rappelle que la loi interdisant ces produits est en vigueur depuis 1963, cependant elle s'avère inefficace et de surcroît, encourage le marché parallèle. En effet, les produits pyrotechniques sont interdits, cependant, il en arrive par containers via les différents ports algériens.

L'UGCAA propose, non pas l'interdiction pure et simple de l'importation ou la fabrication des pétards, mais de réglementer le marché. Il existe une demande de la part de la population,

constate Tahar Boulénouar, porte-parole de l'UGCAA, de ce fait il convient d'y répondre, mais de manière organisée précise-t-il. «Il faudrait une loi qui clarifie les choses, qui pose la différence entre les produits dangereux ou non et les codifie. Il faudrait aussi renforcer le contrôle en permettant aux services du commerce de le faire et enfin, impliquer les autorités locales dans l'éradication des points de vente informels.» C'est un marché qui représente 15 milliards de dinars et



Photos : D.R.

cette manne financière reste dans les mains des importateurs et vendeurs informels. En légiférant, les commerçants «légaux» auront par conséquent

leur part du gâteau. L'UGCAA en appelle aux autorités compétentes pour mettre fin à cette ambiguïté, «d'un côté il y a interdiction et de l'autre nous

retrouvons ces produits sur les trottoirs dès l'approche du Mawlid. Il est temps d'y faire face», martèle Tahar Boulénouar. Il ajoute que les autorités locales refuseraient de faire face à ce problème, car «elles achètent la paix sociale» et préservent leur électorat. De ce fait, le marché illégal des produits pyrotechniques profiterait aux commerçants et importateurs informels, mais aussi aux autorités locales. Par ailleurs, chaque année, des accidents dus à la mauvaise utilisation des pétards par les enfants et à la grande dangerosité de certains de ces produits sont à déplorer. La mise en place de campagnes de préventions et d'informations auprès des jeunes est importante, afin d'éviter certains accidents regrettables, note l'UGCAA.

Saadia Gacem

LE PRÉSIDENT DU PARTI EL KARAMA N'ÉCARTE PAS UN SECOND TOUR

Si Bouteflika ne se présente pas, tous les candidats auront les mêmes chances

Si le président de la République ne postule pas à un autre mandat, les candidats auront les mêmes chances.

C'est ce que le président du parti El Karama a déclaré, hier, à propos du prochain scrutin présidentiel auquel il présentera pourtant sa candidature. Mohamed Benhamou, qui a réuni hier les coordinateurs de son parti pour la région centre du pays, a estimé, lors d'une conférence de presse, que le chef de l'Etat est libre de se représenter ou de coopter un autre candidat. Néanmoins, Abdelaziz Bouteflika remporterait certainement le scrutin, assure le président d'El Karama. «Par honnêteté, il sera favorisé d'au moins cinq millions de voix», dira-

t-il. Dans ce cas, Benhamou a laissé entendre que cette échéance constituera une étape d'apprentissage, d'autant que le parti se targue d'avoir tout «le temps». Toutefois, Mohamed Benhamou est persuadé que les autres candidats, notamment ceux du «système» et les anciens chefs de gouvernement, auront les mêmes chances. Car, explique-t-il, ils auront toute latitude de participer et seront déliés de toute obligation, de toute «obéissance» à des injonctions, comme par le passé. En ce sens, le dirigeant d'El Karama a mis en avant sa propre compréhension du concept de «la désobéissance politique». Or, le président de cette formation politique est convaincu de la tenue d'un second

tour, le scrutin devant susciter un grand nombre de candidature. Cela, tout en formulant, tant des craintes sur l'éventuelle prégnance de l'«argent» et des pressions de «la mafia» que des doutes sur le caractère intègre et transparent de la prochaine échéance électorale. Ce faisant, le positionnement ultérieur d'El Karama, en termes de retrait ou contraction d'alliances, le président de cette formation ne le définira que par rapport à «l'intérêt de l'Algérie et l'intérêt du parti». L'opportunité médiatique pour Mohamed Benhamou également de se montrer réfractaire à la possibilité immédiate d'un «Etat civil», un mode de gouvernance irréalisable, selon lui, dans le court terme et d'autant que le

pays a besoin d'une période de transition, d'un «consensus», de «la continuité» et de «la sérénité». Cela, dans la mesure où l'Algérie a besoin, certes, d'être protégée car «ciblée», mais dispose cependant d'institutions (Armée, services de sécurité...) qui assument leur rôle dans la défense du pays contre toutes menaces et qui sont appelées néanmoins à «changer de mentalité». Par ailleurs, le dirigeant d'El Karama, qui se déclare hostile à d'éventuels règlements de comptes et à l'«hypocrisie judiciaire», a prôné une amnistie générale, une démarche «préventive» et le réinvestissement domestique des montants, susceptibles de détournement.

C. B.

SELON UN HISTORIEN

La version d'Aussaresses sur les circonstances de l'assassinat de Maurice Audin apparaît comme «vraisemblable»

L'historien Gilles Manceron a considéré que le récit apporté par le journaliste Jean-Charles Deniau dans son livre «La vérité sur la mort de Maurice Audin», paru aux éditions des Equateurs, rapportant les aveux posthumes de Paul Aussaresses sur les circonstances de l'assassinat du militant anticolonialiste, Maurice Audin, «semble crédible» et que la version donnée par ce tortionnaire apparaît comme «vraisemblable».

«Le récit de ce journaliste semble crédible et la version donnée finalement par Aussaresses apparaît comme vraisemblable. Le fait que l'ordre de tuer soit venu du général Massu pourrait expliquer le long silence de l'armée et des autorités françaises sur cette question», a-t-il déclaré dans un entretien à l'APS.

Pour l'historien, l'intérêt de ce livre est de «rendre publique» la version de la mort de Maurice Audin que l'auteur a pu obtenir de «ce général tortionnaire, Paul Aussaresses, peu avant sa mort, suite à de nombreux entretiens».

«Jusque-là, a ajouté Gilles Manceron, Aussaresses refusait d'en parler, affirmait ne rien savoir ou bien proférait différents mensonges. Finalement, il a dit que la mise à mort de Maurice Audin avait été ordonnée par le général Massu qui commandait les parachutistes chargés de la répression à Alger, expliqué qu'il avait été chargé de l'organiser et indiqué qui ont été les exécutants».

Il a considéré, aussi, qu'«il est vrai, comme le dit la famille de Maurice

Audin, qu'Aussaresses n'a cessé de mentir». «A-t-il voulu, au moment où il savait qu'il allait bientôt mourir, décharger sa conscience en relatant les choses telles qu'elles se sont déroulées ? On ne peut pas en être certain», a supposé l'historien qui souligne que l'auteur de ce livre raconte comment il a mené son enquête pour parvenir à lui faire livrer, peu à peu, des informations.

A propos de la contribution des historiens pour appuyer les conclusions de cette enquête, Gilles Manceron, a estimé qu'il s'agit aujourd'hui de tirer parti des archives écrites des autorités civiles et militaires françaises de l'époque.

«Même si la torture et les exécutions sommaires faisaient rarement l'objet de documents écrits, il est pos-

sible que des choses aient pu être notées qui donnent des indications précieuses», a-t-il soutenu.

Il a relevé aussi que les «archives du ministre résident Robert Lacoste, les éventuels carnets personnels des protagonistes contiennent peut-être des éléments. Et aussi, la mémoire de tous les acteurs de ces épisodes doit être aussi recueillie, en croisant et en recoupant les témoignages».

Les doutes de la veuve de Maurice Audin

A propos des doutes exprimés par la veuve de Maurice Audin quant à la véracité des confessions du tortionnaire Aussaresses et sur l'appel qu'elle lance à la France pour condamner la torture et les exécutions sommaires perpétrées en Algérie durant la période coloniale, l'historien estime qu'il est «très compréhensible qu'elle ait protesté contre le fait de n'avoir pas été tenue au courant de cette enquête et de ce livre».

«Elle a émis des doutes sur son contenu, car on ne peut faire confiance à ce tortionnaire qui a toujours menti. Mais un menteur peut dire quelquefois la vérité sur un épisode précis. Quoi qu'il en soit, elle a raison de demander que la France reconnaisse et condamne la torture et les exécutions sommaires perpétrées en Algérie durant la période coloniale», a ajouté M. Manceron.

Concernant l'hypothèse que cette condamnation puisse un jour être



Photo : D.R.

exprimée alors que l'armée française campe, depuis plus de 50 ans, sur sa version «officielle», l'historien a affirmé que cette condamnation «pourra non seulement voir le jour, mais il est inévitable qu'elle intervienne un jour», ajoutant que «les autorités civiles et militaires peuvent retarder ce moment, mais elles seront bien obligées de revenir sur leurs versions officielles mensongères».

«Il faut montrer l'urgence et hâter le moment de cette reconnaissance et de cette condamnation. C'est un enjeu impérieux pour les citoyens français qui souhaitent que leur société parvienne enfin à sortir du colonialisme», a soutenu l'historien.

(APS)

LES PARAMÉDICAUX REVIENNENT À LA CHARGE

Préavis de grève de deux jours à partir du 27 janvier

Les paramédicaux reviennent à la charge. Non contents de la lenteur que prend le traitement de leurs revendications, un préavis de grève a été déposé pour un mouvement de protestation de deux jours qui débutera le 27 janvier en cours. Le Conseil national des paramédicaux, réuni jeudi passé, a émis des réserves sur l'engagement de la tutelle à prendre en charge leur plateforme de revendications.

Dans un communiqué rendu public, le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) dénonce la démarche de la tutelle qui tarde à apporter des solutions définitives aux préoccupations des paramédicaux. Outre la révision de certains points dans le sta-

tut particulier du personnel paramédical, le SAP relève d'autres points de sa plateforme de revendications toujours en suspens. Il s'agit notamment de la non-concrétisation de la décision d'intégration définitive des infirmiers brevetés en qualité d'infirmiers diplômés d'Etat à partir du 20 décembre 2013, le non-règlement définitif de la situation administrative des cadres syndicaux suspendus ainsi que la non-application de la circulaire explicative relative aux postes supérieurs des paramédicaux. Une situation, note le syndicat des paramédicaux, qui a contraint le personnel à reprendre le chemin de la contestation.

S. A.